

LE BOURRU,

JOURNAL A L'USAGE DES GENS DE BELLE HUMEUR.

FRANCE.

Les rumeurs sont toujours à la guerre, malgré que le discours de l'Empereur soit plein d'assurances; car les préparatifs de guerre se poursuivent avec beaucoup de vigueur.

Le cadre de notre journal ne nous permet pas de donner le discours de sa majesté à l'ouverture de la session de la Législature française. L'empereur déclare que la guerre est d'autant moins apparente qu'il a toujours eu pour politique de rassurer l'Europe et de replacer la France au rang qu'elle doit occuper parmi les autres nations.

Les efforts pour cimenter l'alliance entre l'Angleterre et la France ont eu les plus heureux résultats.

"Depuis le rétablissement de la paix, dit l'empereur, mes relations avec la Russie ont été poussées, avec la plus franche cordialité, parce que nous sommes d'accord sur tous les points."

Ses relations avec la Prusse ont été tout à fait bienveillantes. Les difficultés ont été plus grandes à l'égard de l'Autriche; mais tout s'est terminé à l'amiable.

Après avoir déclaré que les diplomates ont éprouvé de justes inquiétudes au sujet de l'Italie; l'empereur dit qu'il n'y a pas néanmoins de raisons suffisantes pour faire croire à la guerre. Sa Majesté est fière de l'alliance de son cousin avec la fille du roi Victor Emmanuel, et regarde cette union "comme une conséquence naturelle de la communauté d'intérêts des deux pays et de l'amitié des deux souverains.

Il termine son discours par ces paroles:

"Reprenez donc, avec calme, le cours ordinaire de vos travaux.

"Je vous ai expliqué la situation de nos relations étrangères, et cette explication s'accorde avec tout ce que j'ai énoncé ici et ailleurs pendant les deux

derniers mois.

"J'ose me flatter que vous vous apercevrez que ma politique a toujours été ferme et conciliatrice, c'est pourquoi j'ai la plus grande confiance en votre appui et en celui de la nation qui m'a confié ses destinées.

"Tout le monde sait que je ne me laisserai jamais guider par l'intérêt personnel ou l'ambition. Quand, forts du sentiment populaire, nous gravissons les degrés du trône, nous assumons une grave responsabilité qui nous élève bien au-dessus de cette région infime où les intérêts vulgaires dominent, et les premiers mobiles de nos actions n'échappent pas aux regards de nos derniers juges.—Dieu, la conscience et la postérité!"

AUTRICHE.—Selon une dépêche de Vienne, l'Autriche aurait consenti à retirer ses troupes des Etats-Romains, à condition que la France en fit autant de son côté.

NOUVELLES POLITIQUES.

La nouvelle de samedi est venue enfin nous donner le dernier mot sur la grande question du siège du Gouvernement, la seule qui nous intéresse pour le moment. A une réunion du Conseil, tenue samedi matin à Toronto, il a été décidé qu'à l'ouverture de la navigation le gouvernement sera transporté à Québec, armes et bagages. Tout le monde se réjouit de cette nouvelle, et l'on croit voir poindre une ère de prospérité pour notre ville. Nous nous en réjouissons nous-même si la masse des citoyens de Québec devait en profiter. Mais malheureusement, à part les propriétaires de maison, les marchands, et surtout les Hoteliers, quels sont ceux qui en retireront des avantages? Un moment de réflexion suffit pour se convaincre de cette triste vérité. Si le gouvernement devait faire construire des édifices

publics et donner de l'ouvrage aux ouvriers, oh! alors nous aurions droit de nous en réjouir. Il n'en sera pas ainsi, comme l'on sait, et Québec aura tous les désavantages de la présence du gouvernement sans en avoir les profits. Nos pauvres ouvriers ne trouveront pas plus d'emploi qu'ils n'en ont aujourd'hui et leur misère, déjà trop grande, s'aggravera encore par la hausse de tous les articles nécessaires à la vie. Oui, la présence du gouvernement produit un déplacement dans les prix des denrées, des loyers etc, et tout le faideau retombe sur les classes pauvres, et cet état subsistera encore, même lorsque le gouvernement, après la période de quatre ans, aura laissé Québec pour ne plus y revenir. Néanmoins, quelques politiques, dont nous reconnaissons la compétence, ont prétendu, avec quelque apparence de raison, pendant les longs débats qui ont eu lieu en chambre sur cette question, que le gouvernement, une fois à Québec, y resterait. S'il en devait être ainsi, les députés de Québec qui ont voté pour Outaouais ne sont pas aussi blâmables que nous l'avions d'abord pensé. Il reste donc encore une espérance que nous n'avons pas, malgré notre bonne volonté. Il y a si longtemps que Québec se berce d'espérances semblables qui finissent par de douloureuses déceptions.

Aujourd'hui la meilleure politique, celle que nous invoquons de toutes les aspirations de notre âme, serait celle qui s'occuperait un peu du peuple et qui fournirait les moyens d'occuper cette foule d'ouvriers qui croupissent aujourd'hui dans la misère, faute de travail. Il y a déjà bien longtemps que la misère plane au-dessus de la classe ouvrière, il y a déjà bien longtemps que le peuple demande du pain, et cependant le gouvernement n'a pas encore cru devoir lui venir en aide. Il y aurait tant de moyens, il nous semble, d'occuper ces bras qui ne demandent qu'à travailler.